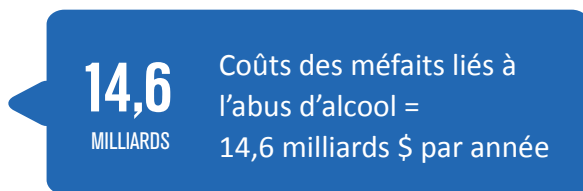


# L'INDIFFÉRENCE DE L'ÉTAT EN MATIÈRE D'ABUS D'ALCOOL COÛTE 4 MILLIARDS PAR ANNÉE À NOS ENTREPRISES

## LES COÛTS ÉCONOMIQUES DES PERTES DE PRODUCTIVITÉ

Lorsqu'une personne meurt de façon prématurée, qu'elle devient incapable de travailler en raison d'une maladie ou d'une blessure, qu'elle s'absente du travail, qu'elle est moins productive ou qu'elle commet des erreurs par suite de sa consommation, la contribution économique qu'elle aurait pu faire à la société est amoindrie, voire éliminée. La richesse collective est aussi affectée. <sup>1</sup>

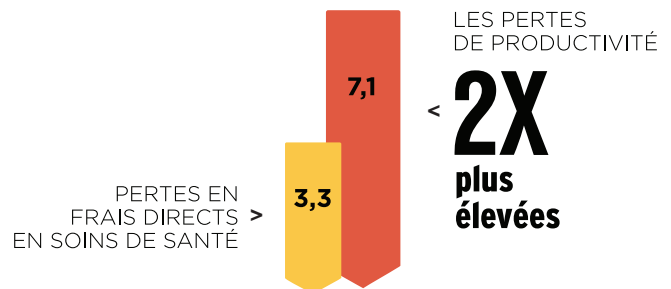
Selon une estimation du rapport *Les coûts de l'abus de substances au Canada 2002* <sup>2</sup>



**4** MILLIARDS  
PAR ANNÉE  
POUR LE QUÉBEC

Près de 15 ans plus tard, on peut donc avancer de manière prudente et sur la base des études les plus rigoureuses, que la facture du Canada avoisinerait les 20 milliards \$ par an. Pour le Québec, cela représenterait en 2017 une perte annuelle se situant entre 4 et 5 milliards \$, les coûts économiques annuels s'élevant à 4 milliards de dollars pour les seules entreprises.

Plus encore, les coûts sociaux de l'alcool en perte de productivité étaient à eux seuls, supérieurs aux coûts combinés des soins de santé et d'application de la loi.



1. Sacks, J. J., Gonzales, K. R., Bouchery, E. E., Tomedi, L. E., & Brewer, R. D. (2015). 2010 National and State Costs of Excessive Alcohol Consumption. *American journal of preventive medicine*, 49(5), e73-e79.

Fisher, B., Tesler, H., Widmer, P., & Leukert, K. (2014). *Alkoholbedingte Kosten in der Schweiz*. Berne: Office fédéral de la santé publique, Vertrag Nr. 12.00466

2. Rehm, J., Baliunas, D., Brochu, S., Fischer, B., Gnam, W., Patra, J., ... & Recel, M. (2006). *The costs of substance abuse in Canada 2002*. Ottawa: Canadian Centre on Substance Abuse, 1-14.

# DES COÛTS SOUS-ESTIMÉS

Et encore, tous ces coûts sont sous-estimés. Les études ne se sont pas penchées sur la question de l'efficacité qui, elle, est directement liée aux lendemains de veille et aux gueules de bois.

Or, dans une culture de grande permissivité et de libéralisation de l'alcool comme celle que nous vivons au Québec depuis quelques années, une proportion importante d'employés (particulièrement les plus jeunes), se présente au travail sans être en pleine possession de ses moyens. Dans un tel état, caractérisé par la fatigue, l'accablement, la détresse et une grande sensation de soif, ces travailleurs ne sont pas efficaces et cela a évidemment un coût dont les études n'arrivent pas encore à tenir compte.

## UN PROBLÈME MAJEUR QUE L'ON NE PEUT IGNORER

Le gouvernement du Québec et l'Assemblée nationale ne peuvent pas continuer à ignorer le phénomène, à négliger complètement cette dimension qui touche directement notre économie et nuit à la rentabilité de nos entreprises.

## AU COURS DES 12 DERNIÈRES ANNÉES

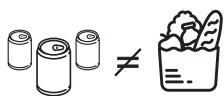
Consommation excessive chez les Québécois



Cela touche  
**25,8%**  
des Québécois<sup>3</sup>

Ce qui signifie une augmentation des coûts de productivité en général, particulièrement ceux liés aux lendemains de veille.

## CELA SIGNIFIE QUE LE GOUVERNEMENT DOIT



Reconnaître que l'alcool n'est pas un produit comme un autre et que sa vente comme sa consommation doivent être contrôlées et encadrées



Tenir pleinement compte des enjeux de santé publique lorsqu'il est question d'alcool et cesser de considérer celui-ci comme une simple marchandise soumise aux lois de l'offre et de la demande



Cesser de ne voir la SAQ que comme une machine à faire de l'argent



Soutenir et développer des politiques de prévention et de contrôle dans le domaine de l'alcool et ajuster son discours public en ce sens



Mettre fin au double langage qui consiste à préconiser des hausses des prix de l'alcool quand il est question de santé et à les baisser dans les faits



Fonder ses politiques dans le domaine de l'alcool sur des données probantes et sur la recherche scientifique et non sur des bases idéologiques